



Réforme de l'audiovisuel public

Le Grand bond en arrière

La plainte contre X déposée par la ministre de la culture, au-delà de l'atteinte scandaleuse à la liberté de la presse, valide la crédibilité du projet de démantèlement de l'audiovisuel public, publié par le quotidien Le Monde. Faire exploser l'audiovisuel public est la seule feuille de route de l'actuel gouvernement.

Alors que, dans une démocratie, l'audiovisuel public est un marqueur majeur de la pluralité de l'expression publique, la fusion ou la disparition des différentes chaînes de France Télévisions (France Ô, France 4 sur le numérique, maillage de l'information régionale, suppression des bureaux de France 2) ainsi que celui de Radio France (fusion Radio France / France Télévisions, France bleu / France 3 régions, et le Mouv' sur le numérique) illustre une réforme dépourvue d'ambition et frappée du seul sceau d'une volonté d'économie. Une volonté illusoire, puisque le rapprochement voulu par la tutelle ne garantit en rien la réalité d'éventuelles économies. Les fusions à marche forcée ont toujours accouché d'échecs, financiers et organisationnels.

Pour le SNJ, ce projet de rapprochement et de suppression de chaînes est mortifère, et va creuser la tombe d'un audiovisuel public rendu malade par un sous-financement chronique et une succession de PDG, au rythme des changements politiques, au détriment du développement de nos entreprises.

Nos dirigeants actuels ont religieusement suivi des contrats d'objectifs et de moyens (COM) que la tutelle s'est d'ailleurs empressée de jeter à la poubelle, reniant ainsi sa parole.

Un projet qui démontre l'incompétence de ses rédacteurs

Le projet gouvernemental va à l'encontre de l'intérêt du public, de la pluralité de l'information et du maillage territorial. Il va mettre à mal l'une des principales missions du service public : tisser du lien social.

Au-delà des dégâts prévisibles sur l'emploi, dans des entreprises qui font déjà face à des plans de réduction des effectifs, un tel bouleversement de l'audiovisuel public dénote de la part du gouvernement un mépris pour nos entreprises, nos métiers et pour nous, salariés.

Une réforme de l'audiovisuel public devrait être portée par le souffle de l'ambition, pas portée par les vents contraires du mépris et de l'incompétence.

Paris, le 16 novembre 2017